

F. 2001 — 2301

[2001/22551]

Protocole d'accord conclu entre le Gouvernement fédéral et les autorités visées aux articles 128, 130 et 135 de la Constitution, concernant la création d'une politique de santé intégrée en matière de drogues

Vu les compétences respectives dont disposent l'Etat fédéral et les autorités visées aux articles 128, 130 et 135 de la Constitution, ci-après dénommées Communautés/Régions ou autorités contractantes, sur le plan de la politique de santé;

Considérant que le présent protocole d'accord est le résultat d'une concertation entre les Ministres de l'Etat fédéral compétents en matière de santé publique et les Ministres des Communautés/Régions compétents pour la politique en matière de santé,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans le respect de leurs compétences respectives, les parties signataires s'engagent à se concerter pour harmoniser leur politique en matière de prévention de l'usage de produits influençant l'état de conscience (appelés ci-dessous « drogues ») et en matière d'aide aux personnes ayant des problèmes de santé dus à l'usage de drogues, sur la base des missions suivantes :

1. L'acquisition d'une compréhension globale de tous les aspects de la problématique des drogues et de la toxicomanie;
2. La prévention continue de l'usage de drogues et la limitation des dommages y afférents;
3. L'optimisation de l'offre en matière d'assistance et de traitement des toxicomanes;
4. L'élaboration de projets politiques concertés pour une politique de santé intégrée en matière de drogues.

Art. 2. § 1^{er}. Afin de mettre en œuvre ce qui précède, une « Cellule politique de Santé en matière de drogues » (dénommée ci-après « Cellule ») est créée, avec pour missions :

1. De centraliser, compléter et tenir à jour un inventaire détaillé des autorités compétentes en matière de drogues et de toxicomanie et des institutions, organisations, organes, centres spécialisés, centres de recherche, universités agréées et/ou subventionnées, qui se consacrent à un ou plusieurs aspects de la problématique des drogues;
2. D'émettre des avis et des recommandations motivés sur l'harmonisation des politiques et des actions en matière de drogue et leur efficacité, soit d'initiative, soit à la demande des autorités contractantes;
3. Faire des propositions en vue d'améliorer la qualité des données et des informations qui sont transmises à la Cellule par chacune des autorités contractantes afin de pouvoir optimiser les missions définies ci-avant;
4. De proposer et de préparer des accords de coopération pour atteindre les objectifs concrets qui ont été fixés de manière concertée. Ces objectifs sont évalués à l'aide d'indicateurs concrets;
5. De rédiger le rapport visé à l'article 6.

§ 2. Dans le cadre de ses missions, la Cellule peut se faire informer par tous les services et administrations compétents, qui en informeront leur ministre de tutelle. Les autorités contractantes et leurs services et administrations sont tenus de fournir les renseignements demandés par la Cellule, et inversement la Cellule est tenue de fournir à leur demande, aux autorités contractantes et leurs services et administrations, tous renseignements en sa possession. Les banques de données actualisées seront mises à la disposition des autorités contractantes par biais électronique.

§ 3. Pour l'accomplissement de toutes ces missions, la Cellule peut faire appel à la collaboration d'experts et d'associations ou d'institutions spécialisées dans la problématique des drogues. La Cellule peut, pour ce faire, instaurer des (sous) groupes de travail.

N. 2001 — 2301

[2001/22551]

Protocolakkoord tussen de Federale Regering en de in artikelen 128, 130 en 135 van de Grondwet bedoelde overheden inzake de totstandkoming van een geïntegreerd gezondheidsbeleid inzake drugs

Gelet op de respectievelijke bevoegdheden waarover de federale Staat en de in artikelen 128, 130 en 135 van de Grondwet bedoelde overheden, hierna de Gemeenschappen/Gewesten of akkoordsluitende overheden genoemd, op het vlak van het gezondheidsbeleid beschikken;

Overwegende dat dit protocolakkoord tot stand kwam na gezamenlijk overleg tussen de Ministers bevoegd voor Volksgezondheid van de federale Staat en Ministers bevoegd voor gezondheid van de Gemeenschappen/Gewesten,

Wordt overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Zonder afbreuk te doen aan hun eigen bevoegdheden verbinden de ondertekende partijen zich ertoe hun beleid inzake preventie van het gebruik van bewustzijnsbeïnvloedende middelen (hierna « drugs » genoemd) en hulpverlening aan mensen met druggerelateerde gezondheidsproblemen, in overleg op elkaar af te stemmen op basis van de volgende doelstellingen :

1. Het verkrijgen van een globaal inzicht in alle aspecten van de drug- en drugverslavingsproblematiek;
2. De continue preventie van het druggebruik en het beperken van de schade hieraan verbonden;
3. De optimalisering van het hulpverlenings- en behandelingsaanbod van drugverslaafden;
4. De uitwerking van overlegde beleidsplannen met het oog op een geïntegreerd gezondheidsbeleid inzake drugs.

Art. 2. § 1. Om het voorgaande te kunnen realiseren wordt een « Cel Gezondheidsbeleid Drugs » (hierna : « Cel » genoemd) opgericht, belast met volgende opdrachten :

1. Het centraliseren, aanvullen en bijhouden van een gedetailleerde inventaris van de voor drugs en de drugproblematiek bevoegde overheden en de door de overheid en/of gesubsidieerde instellingen, organisaties, organen, gespecialiseerde centra, onderzoekscentra, universiteiten, die zich toeleggen op één of meer aspecten van de drugproblematiek;
2. Het uitbrengen van gemotiveerde adviezen en aanbevelingen over de drugbeleidsafstemming, de afstemming van acties en de effectiviteit daarvan, hetzij uit eigen beweging, hetzij op verzoek van de akkoordsluitende overheden;
3. Voorstellen doen om de kwaliteit van de gegevens en informatie die door iedere akkoordsluitende overheid aan de Cel worden overgebracht te optimaliseren om de hierboven omschreven opdrachten, te kunnen vervullen;
4. Het voorstellen en voorbereiden van samenwerkingsakkoorden ten einde concrete overlegde doelstellingen te bereiken. Deze doelstellingen worden geëvalueerd via concrete indicatoren;
5. Het opmaken van een verslag zoals bedoeld in artikel 6.

§ 2. In het kader van haar opdrachten kan de Cel zich laten informeren door alle bevoegde diensten en administraties, die hun verantwoordelijke minister hierover inlichten. De akkoordsluitende overheden en hun diensten en administraties dienen de door de Cel gevraagde inlichtingen te bezorgen en omgekeerd is de Cel gehouden om op vraag van de akkoordsluitende overheden en hun diensten en administraties alle in haar bezit zijnde informatie over te maken. De geactualiseerde databanken worden per elektronische drager ter beschikking gesteld van de akkoordsluitende overheden.

§ 3. Voor de uitvoering van al zijn opdrachten kan de Cel een beroep doen op de medewerking van experts en vakbekwame verenigingen of instellingen die zich toeleggen op de drugproblematiek. De Cel kan daartoe (sub) werkgroepen oprichten.

Art. 3. § 1^{er}. La Cellule est composée de représentants des autorités signataires. Le choix des représentants relève de l'autonomie des autorités signataires. Ils sont présentés en fonction de leurs compétences et de leur expérience dans les domaines visés par le présent protocole d'accord. Ils sont nommés pour un mandat renouvelable de cinq ans par la Conférence interministérielle sur la politique en matière de drogues, visée à l'article 7.

§ 2. Un représentant du Ministre fédéral de la Santé publique préside la Cellule, laquelle se compose des membres suivants :

— 2 membres présentés par le Ministre de l'Etat fédéral compétent pour la Santé publique et 2 membres présentés par le Ministre de l'Etat fédéral, compétent pour les Affaires sociales;

— 3 membres présentés par le Ministre de la Communauté flamande compétent pour la politique en matière de santé;

— 1 membre présenté par le Ministre de la Communauté française compétent pour la politique en matière de santé;

— 1 membre présenté par le Ministre de la Région wallonne compétent pour la politique en matière de santé;

— 1 membre présenté par le Ministre de la Communauté germanophone compétent pour la politique en matière de santé;

— 2 membres présentés par le Ministre de la Commission communautaire commune compétent pour la politique en matière de santé. Ces deux membres ne disposent que d'une voix;

— 1 membre présenté par le Ministre de la Communauté communautaire française compétent pour la politique en matière de santé.

§ 3. Un suppléant est désigné pour chaque représentant.

§ 4. Tous les six mois, le président désigne un autre membre de la Cellule en qualité de secrétaire.

§ 5. La loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis s'applique à la Cellule.

Art. 4. § 1^{er}. Le président fixe le lieu, le jour et l'heure des réunions et prépare l'ordre du jour. Chaque membre a le droit de demander au président d'inscrire des points à l'ordre du jour.

§ 2. Sauf en cas d'urgence, le secrétaire adresse aux membres, au moins huit jours avant la date de la réunion, après les avoir soumis à la signature du président, les convocations et l'ordre du jour ainsi que les éventuelles pièces y afférentes.

§ 3. Les membres empêchés sont remplacés par leur suppléant et lui adressent eux-mêmes les pièces.

§ 4. La Cellule ne se réunit valablement que si la moitié au moins de ses membres ou de leurs suppléants sont présents. Si le quorum n'est pas atteint, les membres sont convoqués à nouveau, auquel cas la Cellule se réunit valablement quel que soit le nombre de membres présents.

§ 5. Chaque membre de la Cellule et, s'il est empêché, son suppléant, dispose d'une seule voix, excepté pour les représentants de la Commission communautaire commune qui ne disposent que d'une voix. Les décisions relatives à l'affectation du budget, aux propositions, avis et recommandations sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, la voix du président ou, s'il est empêché, celle de son suppléant, est prépondérante. Chaque membre a le droit de faire acter une opinion minoritaire au procès-verbal.

§ 6. Le secrétaire rédige en français et en néerlandais les procès-verbaux des réunions. Après avoir reçu l'approbation du président, les procès-verbaux sont envoyés aux membres avec la convocation suivante.

Art. 3. § 3. De Cel wordt samengesteld uit vertegenwoordigers van de akkoordsluitende overheden. Aan de akkoordsluitende overheden wordt de autonomie gelaten voor het bepalen van hun vertegenwoordiging. Ze worden voorgedragen op grond van hun deskundigheid en ervaring op de in dit protocolakkoord bedoelde gebieden. Ze worden door de Interministeriële Conferentie over het Drugbeleid, zoals bedoeld in artikel 7, benoemd voor hernieuwbare termijnen van vijf jaar.

§ 2. Een vertegenwoordiger van de federale Minister van Volksgezondheid zit de Cel, die volgende leden telt, voor :

— 2 leden voorgedragen door de Minister bevoegd voor Volksgezondheid van de federale overheid en 2 leden voorgedragen door de Minister bevoegd voor sociale zaken van de federale overheid;

— 3 leden voorgedragen door de Minister bevoegd voor gezondheidsbeleid van de Vlaamse Gemeenschap;

— 1 lid voorgedragen door de Minister bevoegd voor gezondheidsbeleid van de Franstalige Gemeenschap;

— 1 lid voorgedragen door de Minister bevoegd voor gezondheidsbeleid van de Waals Gewest;

— 1 lid voorgedragen door de Minister bevoegd voor gezondheidsbeleid van de Duitstalige Gemeenschap;

— 2 leden voorgedragen door de Minister bevoegd voor gezondheidsbeleid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die samen over 1 stem beschikken;

— 1 lid voorgedragen door de Minister bevoegd voor gezondheidsbeleid van de Franstalige Gemeenschapscommissie.

§ 3. Voor elke vertegenwoordiger wordt tevens een plaatsvervanger aangeduid.

§ 4. De voorzitter wijst om de zes maanden een ander lid van de Cel aan als secretaris.

§ 5. De wet van 20 juli 1990 ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid is van toepassing op de Cel.

Art. 4. § 1. De voorzitter bepaalt de plaats, de dag en het aanvangsuur van de vergadering en maakt de agenda op. Elk van de leden heeft het recht de voorzitter te vragen punten op de agenda te plaatsen.

§ 2. Behoudens hoogdringendheid worden de uitnodigingen en de agenda evenals eventuele stukken, na ondertekening door de voorzitter, door de secretaris ten minste acht dagen vooraf aan de leden toegezonden.

§ 3. De leden die verhinderd zijn, worden vervangen door hun plaatsvervanger en sturen hem zelf de stukken door.

§ 4. De Cel vergadert slechts geldig indien ten minste de helft van zijn leden of zijn plaatsvervangers aanwezig is. Ingeval geen meerderheid aanwezig is, worden de leden opnieuw uitgenodigd, in welk geval de Cel geldig vergadert, wat ook het aantal aanwezige leden is.

§ 5. Elk lid van de Cel, en bij verhindering zijn of haar plaatsvervanger, beschikt over één stem, behoudens de vertegenwoordigers van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die samen over één stem beschikken. De beslissingen over de aanwendung van het budget, voorstellen, adviezen en aanbevelingen worden bij absolute meerderheid van de aanwezige leden genomen. In geval van staking der stemmen, is de stem van de voorzitter of in geval deze verhinderd is, van zijn plaatsvervanger, doorslaggevend. Een lid heeft het recht een verschillende mening in de notulen te laten optekenen.

§ 6. De secretaris maakt in het Frans en het Nederlands de notulen op van de vergaderingen. De notulen worden na goedkeuring van de voorzitter met de volgende uitnodiging meegestuurd.

§ 7. Quand une demande d'avis est faite, la Cellule doit, dans un délai d'un mois, pouvoir proposer un planning et des modalités de réponse. Les propositions, avis ou recommandations formulés par la Cellule sont transmis par elle au Gouvernement fédéral et aux gouvernements fédérés.

§ 8. La Cellule se réunit au moins une fois par mois.

§ 9. Pour chaque voix, les membres doivent pouvoir travailler au moins pendant une durée égale à 0,2 d'un emploi à temps plein pour la Cellule.

§ 10. Pour ce qui est de la Communauté germanophone, elle tendra à suivre au maximum les obligations du paragraphe précité, notamment en collaboration avec les autres entités fédérées.

Art. 5. § 1^{er}. La Cellule est créée auprès du Ministre fédéral de la Santé publique et est subventionnée par toutes les parties concernées. Pour la première année, un budget logistique et de fonctionnement de secrétariat de 7 millions BEF est mis à sa disposition :

La clé de répartition est la suivante :

— Etat fédéral	51,6 %
— Communauté flamande	23,4 %
— Communauté française	11,8 %
— Région wallonne	7,5 %
— Commission communautaire commune (COCOM)	2,85 %
— Commission communautaire française (COCOF)	2,85 %

Cela signifie par autorité :

— Etat fédéral	3 612 000 BEF
— Communauté flamande	1 638 000 BEF
— Communauté française	826 000 BEF
— Région wallonne	525 000 BEF
— Commission communautaire commune (COCOM)	199 500 BEF
— Commission communautaire française (COCOF)	199 500 BEF

Les montants sont indexés annuellement. Le budget peut être adapté moyennant l'accord de toutes les parties concernées.

Les montants sont versés pour le mois de mars de l'année à laquelle ils se rapportent.

§ 2. Les membres décident de l'affectation du budget et en sont responsables. Le président est chargé d'établir un récapitulatif comptable.

§ 3. La Conférence interministérielle sur la politique en matière de drogues, visée à l'article 7, reçoit chaque année un récapitulatif comptable, tel qu'il est prévu à l'alinéa précédent, et vérifie l'efficacité de l'affectation des moyens.

§ 4. Le siège et le secrétariat administratif de la Cellule doivent être établis dans l'arrondissement administratif de Bruxelles.

§ 5. Le budget prévu du § 1^{er} est distribué dans la Cellule comme suit :

— 2 ETP collaborateurs logistiques = $2 \times 1,5$ million BEF = 3 millions BEF

— 1 ETP collaborateur scientifique = $1 \times 2,5$ million BEF

— moyens opérationnels = $1 \times 1,5$ millions BEF

Total : 7 millions BEF.

§ 7. Wanneer een adviesaanvraag wordt ingediend moet de Cel binnen de maand een planning en modaliteiten ter antwoord kunnen geven. De door de Cel geformuleerde voorstellen, adviezen of aanbevelingen worden door haar aan de federale Regering en de deelregeringen overgemaakt.

§ 8. De Cel vergadert minstens éénmaal per maand.

§ 9. De leden moeten per stemrechtigde minstens 0,2 fulltime equivalent kunnen werken voor de Cel.

§ 10. De Duitstalige Gemeenschap zal in de mate van het mogelijke de verplichtingen uit de vorige paragraaf trachten na te komen, in het bijzonder in samenwerking met de andere deeloverheden.

Art. 5. § 1. De Cel wordt ingericht bij de federale Minister van Volksgezondheid en wordt gesubsidieerd door alle betrokken partijen. Voor het eerste jaar wordt een budget voor logistieke en secretariaats-ondersteuning ter beschikking gesteld van BEF 7 miljoen.

De volgende verdeelsleutel wordt vastgelegd :

— federale Staat	51,6 %
— Vlaamse Gemeenschap	23,4 %
— Franse Gemeenschap	11,8 %
— Waals Gewest	7,5 %
— Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (COCOM)	2,85 %
— Franse Gemeenschapscommissie (COCOF)	2,85 %

Dit betekent per overheid :

— federale Staat	3 612 000 BEF
— Vlaamse Gemeenschap	1 638 000 BEF
— Franse Gemeenschap	826 000 BEF
— Waals Gewest	525 000 BEF
— Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (COCOM)	199 500 BEF
— Franse Gemeenschapscommissie (COCOF)	199 500 BEF

De bedragen worden jaarlijks geïndexeerd. Het budget kan mits akkoord van alle betrokken partijen worden aangepast.

De bedragen worden gestort voor maart van het jaar waarop ze betrekking hebben.

§ 2. De leden beslissen over de aanwending van het budget en zijn ervoor verantwoordelijk. De voorzitter is belast met het opmaken van een boekhoudkundig overzicht.

§ 3. De Interministeriële Conferentie over het Drugbeleid, zoals bedoeld in artikel 7, ontvangt jaarlijks een boekhoudkundig overzicht zoals bedoeld in het vorige lid, en controleert de efficiënte aanwending van de middelen.

§ 4. De zetel en het administratieve secretariaat van de Cel moeten in het administratief arrondissement Brussel gevestigd zijn.

§ 5. Het in § 1 voorziene budget wordt als § 5 volgt verdeeld in de Cel :

— 2 VTE logistieke medewerkers = $2 \times$ BEF 1,5 miljoen = BEF 3 miljoen

— 1 VTE wetenschappelijk medewerker = $1 \times$ BEF 2,5 miljoen

— werkingsmiddelen = $1 \times$ BEF 1,5 miljoen

Totaal : BEF 7 miljoen.